

Espagne/Attentat

Un mort et 32 blessés à Barcelone

AFP
Barcelone/Espagne

Au volant d'une camionnette, l'assaillant a foncé dans la foule.

AU moins une personne a été tuée hier à Barcelone et 32 blessées, dont 10 grièvement, lorsqu'une camionnette a percuté la foule en plein après-midi au cours d'une "attaque terroriste" sur l'avenue la plus touristique de la capitale de la région espagnole de Catalogne (nord-est). Le bilan de l'attaque menée sur les célèbres Ramblas est "d'une morte et 32 blessés dont plusieurs graves", a annoncé à la presse le responsable de l'Intérieur du gouvernement catalan, Joaquim Forn, ajoutant que le bilan pourrait s'aggraver. Une source des services de secours de la ville, qui avait requis l'anonymat, avait auparavant évoqué un bilan d'au moins deux morts et d'une vingtaine de blessés. Selon une source policière, un suspect s'est retranché dans un bar de la ville et deux personnes au moins



Photo : AFP

Les Remblas, promenade piétonne au cœur de Barcelone, théâtre d'une "attaque terroriste" qui a fait au moins un mort.

étaient recherchées, un peu plus d'une heure après que le véhicule a foncé dans la foule sur cette avenue de Barcelone qui attire de très nombreux touristes espagnols et étrangers. "J'ai vu un homme courir vers le bas de la Rambla, poursuivi par la police, et il a laissé tomber un objet en métal noir, ça avait l'air d'un pistolet ou d'un taser", a dit à l'AFP Sergio, un té-

moins. Cette attaque à l'aide d'une voiture ou d'un camion comme arme de terreur renvoie à un mode opératoire déjà utilisé lors d'attentats imputés ou revendiqués par le groupe Etat islamique à Nice, Berlin ou Londres. En début de soirée, aucun groupe n'avait revendiqué l'attaque. La zone de l'attentat a im-

édiatement été fermée par un cordon de sécurité et cinq ambulances et une vingtaine de véhicules de police se trouvaient sur place, a constaté le correspondant de l'AFP. Des agents repoussaient la foule au delà de la grande place de Catalunya, en criant "attaque terroriste". "Tout à coup, j'ai entendu un bruit de collision et toute la rue s'est mise à courir en

criant", a raconté un témoin, Amer Anwar, à la chaîne de télévision Sky News. Des blessés ont été emmenés sur des civières vers un grand magasin de la chaîne Corte Ingles, apparemment pour recevoir les premiers soins, a indiqué le correspondant de l'AFP sur place. Des policiers demandaient aux commerçants à proximité de la collision de laisser entrer les passants et de baisser les rideaux derrière eux. Les stations de métro et de chemin de fer ont été fermées, ont annoncé sur Twitter les services des urgences de la ville. L'Espagne, troisième destination touristique au monde, a été pour l'heure épargnée par les attentats du groupe Etat islamique ayant touché d'autres capitales européennes, telles Londres, Paris, Bruxelles, Berlin. Mais c'est à Madrid qu'avaient eu lieu les attentats islamistes les plus meurtriers jamais commis en Europe: le 11 mars 2004, des bombes avaient explosé dans des trains, faisant 191 morts.



Photo : AFP

La Cour pénale internationale (CPI) a déclaré hier qu'un jihadiste malien, Ahmad al Faqi al Mahdi (photo), avait provoqué pour 2,7 millions d'euros (1,7 milliard de francs) de dégâts en faisant détruire en 2012 des mausolées de la cité historique de Tombouctou, dans le nord du Mali, et ordonné des réparations pour les victimes, les premières pour destruction de biens culturels.

- **RDCongo/Inondations. Quarante morts dans un glissement de terrain**
Quarante personnes ont été tuées mercredi dans un glissement de terrain qui a englouti un village de pêcheurs en République démocratique du Congo sur la rive occidentale du lac Albert en Ituri (nord-est), a-t-on appris hier de source officielle.
- **Sierra Leone/Inondations. Le pays enterre ses morts**
Frappée par une des pires catastrophes de son histoire, la Sierra Leone enterrait ses morts hier au cours d'une cérémonie en présence du président Ernest Bai Koroma, qui a décrété une semaine de deuil national après des inondations catastrophiques qui ont fait plusieurs centaines de morts en début de semaine.

Etats-Unis/Meurtres d'experts en RDC

Washington veut "une enquête complète" de l'Onu

AFP
Nations unies/Etats-Unis

LES Etats-Unis veulent "une enquête complète sous la responsabilité du secrétaire général" de l'Onu sur le meurtre en mars de deux experts en République démocratique du Congo, a affirmé hier l'ambassadrice américaine auprès des Nations unies. "Les meurtres des experts de l'Onu - en l'occurrence Michael et Zaida qui ont risqué leur vie pour aider celle d'autres - ne peut

s'achever dans une procédure bureaucratique", a affirmé Nikki Haley dans un communiqué. "Nous continuons d'avoir besoin d'une enquête complète sous l'autorité du secrétaire général sur les événements liés à leur mort et une mise en responsabilité des auteurs". Le communiqué de l'ambassadrice américaine a été publié au moment où débutait à New York une réunion du Conseil de sécurité consacré à la République démocratique du Congo, en présence des familles des victimes et du ministre congolais des Affaires étrangères.

L'Onu dispose de deux rapports, l'un de juin, l'autre d'août, sur les meurtres de l'Américain Michael Sharp et de la Suédo-Chilienne Zaida Catalan. Ces deux jeunes experts, qui enquêtaient sur les violences et sur des fosses communes au Kasai (centre), ont été assassinés en mars. La jeune femme a été décapitée. Le premier document, fait par des experts de l'Onu, a évoqué un "guet-apens prémédité" sans exclure l'implication de membres de la sécurité d'Etat. Le second, réalisé par des

enquêteurs de l'Onu et rendu public mercredi, évoque un crime commis par des miliciens et souligne la nécessité d'investigations complémentaires pour identifier formellement les auteurs des meurtres. Les Etats-Unis "attendent de la RDC qu'elle coopère avec les investigations", a aussi affirmé Mme Haley, en menaçant ce pays de nouvelles sanctions onusiennes "si des progrès ne sont pas faits en matière de paix et de stabilité pour le peuple congolais". En République démocratique du Congo, le tribunal militaire de Kananga

qui juge l'affaire depuis juin a décidé début août, contre l'avis du gouvernement, que toutes les parties concernées pourraient se rendre sur les lieux du crime. Cette visite est prévue lundi. Les violences qui impliquent miliciens, soldats et policiers au Kasai ont causé depuis un an la mort de plus de 3 000 personnes, d'après des chiffres rassemblés par l'Eglise catholique, et environ 1,4 million de personnes ont fui leurs foyers dans cette région, selon l'Onu.

A travers le monde

- **Brésil/Politique. Lula à la reconquête de son électorat dans le nord-est**
En pleine bataille judiciaire, l'ex-président brésilien Lula a entamé hier à Salvador de Bahia une tournée de trois semaines dans les régions défavorisées du nord-est du pays pour affirmer haut et fort ses ambitions de retour au pouvoir.
- **Etats-Unis/Politique. Trump déplore le retrait des statues confédérées à travers l'Amérique**
Isolé et critiqué après ses propos sur Charlottesville, Donald Trump a déplacé le débat hier en affirmant que l'histoire américaine était "mise en pièces" par les retraits de statues célébrant des personnages des Etats sudistes confédérés, favorables à l'esclavage. Résultat d'un sondage, 62% des Américains se disent favorables au maintien des dites statues.

Congo/Politique

Le Premier ministre Mouamba rend son tablier

AFP
Brazzaville/Congo

LE Premier ministre congolais Clément Mouamba a présenté la démission de son gouvernement, a indiqué hier la présidence de la République à Brazzaville moins de 15 jours après les élections législatives dans un pays en crise, en négociations délicates

avec le FMI. Le Premier ministre "a présenté ce mercredi 16 août 2017 la démission du gouvernement au président de la République qui l'a acceptée", indique un communiqué publié par la présidence après la large victoire aux élections législatives du parti du président Denis Sassou Nguesso. Aucune date n'a été précisée sur la formation du prochain gouvernement. Formé le 1er mai 2016,

un mois après la réélection contestée de M. Sassou Nguesso, le gouvernement avait enregistré le départ de plusieurs caciques du Parti congolais du travail (PCT) au pouvoir. L'annonce de ce remaniement intervient alors que M. Sassou Nguesso a reconnu mardi que son pays connaissait des difficultés économiques "réelles" et "préoccupantes" en raison de la chute des prix du baril du

pétrole, grande ressource du Congo. Comme ses voisins d'Afrique centrale, le pays négocie avec le Fonds monétaire international (FMI) un programme d'aide et de réforme compliqué par la dette de Brazzaville. En effet, le FMI a indiqué fin juillet que le Congo lui avait caché en mars une partie de cette dette, qui s'élève à 117% du PIB et non 77% comme précédemment annoncé par les

autorités. L'annonce de la démission du gouvernement est intervenu alors que des opposants tenaient une conférence de presse à Brazzaville. "Il n'y avait pas un gouvernement efficace jusque-là", a réagi auprès de l'AFP Jean Itadi, l'un des responsables du Collectif des partis d'opposition au Congo. "Si nous avons bien géré nos ressources, nous n'en serions pas là".